

Solidaires en action N° 11

Le 23 février 2009

L'action revendicative sera ce que nous en ferons !

Les organisations membres de Solidaires ont réaffirmé lors des dernières réunions du Bureau national notre mandat : **maintenir le cadre d'action interprofessionnelle unitaire, peser pour que les initiatives soient fortes, coordonnées, reconductibles, et mettre en avant des mesures d'urgence que nous pouvons gagner avec un rapport de force puissant.**

Ce rapport de force puissant, nous l'avons construit à travers la journée de grève et manifestations du 29 janvier. C'est pourquoi, **dès la réunion intersyndicale du 2 février, l'Union syndicale Solidaires proposait une suite rapide.** Pour la quasi-totalité des autres organisations, il fallait d'abord attendre l'intervention médiatique de Sarkozy pour annoncer une nouvelle action ; tout comme il fallait attendre la réunion à l'Élysée du 18 février pour confirmer la journée du 19 mars.

Heureusement, bien d'autres collectifs militants que les équipes Solidaires pensent aussi que le mouvement ne peut se limiter à des journées d'actions bimestrielles. Grèves et manifestations se succèdent : universités et Recherche, Santé et Social, et bien sûr Guadeloupe, Martinique, ...

Dans le Nord/Pas de Calais, un appel intersyndical rassemblant des camarades de Solidaires, de la CGT, de la FSU, crée une dynamique particulièrement intéressante ; ainsi, la CGT Métallurgie 59/62 est à l'origine d'une manifestation devenue unitaire (CGT, Solidaires, Jeunes en lutte) et rassembleuse des secteurs en lutte (automobile, vente par correspondance, lycées, ...) le 19 février. Le Secrétariat National de Solidaires y était représenté pour marquer l'appui de notre organisation à ce type d'initiative. Et nous avons fait le même choix, pour les mêmes raisons, pour le **meeting unitaire de Rennes, le 24 février, organisé par celles et ceux qui ont lancé un appel unitaire rassemblant des militant-e-s CGT, Solidaires, FSU, UNEF.**

Dans nos localités et secteurs professionnels, il nous faut peser pour que l'action interprofessionnelle soit à la hauteur de ce que nous voulons, de ce qui est nécessaire. **Partout, prenons l'initiative de rencontres intersyndicales dans la perspective du 19 mars bien sûr, mais aussi pour pousser à l'action dès que possible lorsque les conditions sont remplies.**



Notre poids dans l'intersyndicale nationale n'est pas seulement celui de Solidaires. Il est aussi lié aux initiatives unitaires dans lesquelles se retrouvent notamment des équipes CGT. Nous savons que l'exigence d'une suite réelle au 29 janvier, le refus de « négociations » aussi médiatiques que bidons, la volonté de se battre, sont partagés par nombre de militant-e-s d'autres organisations syndicales. Il est indispensable que cela se voit : par la grève quand c'est possible, mais aussi par des appels ou motions unitaires. Faisons connaître toutes ces initiatives...

Nous portons la parole de la base ? Alors, aidons-là à s'exprimer fortement !

L'expression Solidaires doit être largement connue. Organisations professionnelles qui l'ont souhaité et Solidaires locaux ont reçu **un tract sur « nos réponses à la crise », des autocollants pour le 19 mars, une affiche dénonçant les milliards de bénéfices des capitalistes.** Depuis le début du mois, 3 maquettes de tracts nationaux sur les suites du 29 janvier ont été envoyés aux équipes Solidaires. Tout cela est à ventiler dans nos secteurs d'implantation, mais aussi plus largement : organisons des diffusions devant les stations de bus, de métro, les gares, les marchés, ... et aux portes d'entreprises où Solidaires n'est pas encore présent.

Nord/Pas de Calais : unité dans la lutte, et dans la rue ...

Dans le Nord Pas de Calais sur seulement 18 entreprises de la métallurgie et de la Vente Par Correspondance, plus de 5 000 emplois ont été supprimés depuis le 1er janvier.

L'Espace de Convergence Intersyndical, issu de l'appel de syndicalistes du Nord-Pas-de-Calais, soutenait la manifestation du 19 février à Valenciennes (suivie d'une autre l'après midi à Lille, plus centrée sur le secteur Santé Social). **Les équipes Solidaires étaient bien présentes, parmi les 3 000 manifestant-e-s, derrière une banderole de tête aux**

revendications claires ... et pas forcément partagées par les appareils confédéraux, d'où l'absence d'organisations syndicales autres que CGT et Solidaires, et le silence de la confédération CGT.



FNAC : Pinault encaisse des milliards, et licencie !

Le groupe Pinault qui règne, notamment, sur la FNAC, vient d'annoncer 400 suppressions de postes dans ses magasins, dont 200 à Paris. Ces derniers s'ajoutent aux 435 postes déjà supprimés sur Fnac Paris en 2007/2008. **Ce qui correspond à un dégraissage de 28% de l'effectif en deux ans et demi.** Par la presse, organisations syndicales et personnel de la FNAC apprennent aussi que des fermetures de magasins sont déjà envisagées ; pour la seule Ile de France : Bastille, Digitale, Aulnay sous bois, Créteil et Cergy Pontoise. A l'heure où des réunions se tiennent à l'Elysée au cours desquelles on fait semblant de se soucier de l'information des syndicats, les sections SUD, CGT, FO de la FNAC doivent, comme bien d'autres, assigner en justice leur direction qui entrave le fonctionnement (pourtant peu contraignant !) des CE et CCE !

Union dans les luttes : débat à Rennes

A Rennes, l'appel lancé par des syndicalistes CGT et Solidaires, et dans une moindre mesure FSU, UNEF, FO, CFDT, organise une réunion le 24 février. Voilà le genre d'initiatives à généraliser ... Le texte d'invitation au débat :

La journée du 29 janvier a montré l'étendue de l'exaspération des salariés de notre pays devant l'ensemble des contre réformes du gouvernement et du MEDEF. Ce mécontentement est encore aggravé par la profondeur de la crise financière qui provoque une crise économique et sociale dont on commence à mesurer la gravité.

Il est clair que les salariés du public et du privé, les précaires, les jeunes et les retraités ont montré avec force qu'ils ne voulaient pas faire les frais de « leur crise ». C'est pour cela qu'ils exigent massivement une augmentation forte de leurs salaires (ou pension), le refus des licenciements, le maintien et développement des services publics en premier la santé, l'éducation, la recherche...

Les salariés ont répondu présents à l'appel unitaire de l'ensemble des syndicats et ce front syndical uni doit être un point d'appui précieux pour continuer cette lutte qui risque d'être longue et difficile... Alors maintenant pour gagner il faut continuer, et déjà réussir la journée de grève et de manifestation du 19 mars ... Et pourquoi ne pas prendre exemple sur les travailleurs de Guadeloupe de Martinique et de La Réunion qui mènent un grève exemplaire tant par leur organisation que par leur détermination ? **Le syndicalisme a besoin d'unité pour être un outil efficace. De quelle recomposition syndicale avons-nous besoin pour développer un syndicalisme unitaire, démocratique et de lutte?**

Santé : non à la loi Bachelot !

Un large appel est lancé pour le 5 mars, d'actions, de grève et de manifestations pour dire NON à la loi Bachelot et revendiquer les moyens pour un véritable service national de santé public, pour le droit à l'accès aux soins partout et pour tous et toutes :

- ▶ Retrait du projet de Loi HPST,
- ▶ Arrêt immédiat des restructurations et fermetures d'établissements de santé,

- ▶ Exigence d'un équipement public de santé réparti égalitairement sur tout le territoire permettant l'accès aux soins à tous les citoyens,
- ▶ La Sécu ne doit plus financer les établissements commerciaux aux mains de fonds d'investissements spéculatifs,
- ▶ Recruter et former des professionnels de santé pour répondre aux besoins,
- ▶ Suppression des franchises et autres forfaits à la charge des patients.

Le gouvernement a dû retirer son projet de réforme des lycées suite à la mobilisation des enseignants et des lycéens, il est donc possible d'obtenir satisfaction en se mobilisant dans l'unité !

Les précaires de l'INSEE contre la délocalisation

Communiqué de l'intersyndicale CGT, CFDT, FO, SUD de l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques (INSEE) :

Les enquêteurs de l'Insee se mobilisent contre le projet de délocalisation d'une partie de l'Insee. Plus de 600 d'entre eux ont envoyé une lettre recommandée à Nicolas Sarkozy pour lui exposer la précarité de leur situation et lui demander de revenir sur sa décision.

En effet, le projet de délocalisation prévoit la création d'un centre d'appel d'enquêtes téléphoniques, d'un équivalent de 70 « équivalents-temps plein » (donc pour environ 140 personnes puisque le projet prévoit des emplois à mi-temps). Ainsi le projet prévoit de délocaliser les interrogations téléphoniques pour l'enquête emploi, l'enquête loyers et charges, ou l'enquête sur la conjoncture auprès des ménages.

Présenté comme une création, ce centre d'appel téléphonique serait en fait une **délocalisation d'emplois déjà existants** puisque ces mêmes enquêtes par téléphone sont actuellement réalisées par les enquêteurs de l'Insee. Cela voudrait dire une charge de travail en moins, voire pour certains qui ne réalisent que ces enquêtes, la perte totale de leur emploi actuel.

Le millier d'enquêteurs de l'Insee sont vacataires. Ils enchaînent des contrats de quelques semaines, souvent depuis des années voire plus de 20 ans. Leurs contrats sont extrêmement précaires, ainsi que leur protection sociale, et ils n'ont droit à aucune représentation. Ils participent avec l'ensemble des personnels de la Statistique Publique à la lutte contre le projet de délocalisation.

SUD Etudiant appelle à poursuivre les luttes

Alors que nous sommes dans la 3^{ème} semaine de mobilisation dans les universités, et que les coordinations nationales ont exprimés leur rejet de la loi LRU, la **journée d'action du 19 février a permis de confirmer la force de la mobilisation et ses mots d'ordres**. Malgré le fait que plusieurs régions soient actuellement en vacances, les manifestations continuent de rassembler plusieurs dizaines de milliers de participant-e-s, et tendent même à se massifier en province.

Dans de nombreuses universités, nous assistons aussi à la volonté de mettre à contribution le temps libéré par la grève à profit pour expérimenter de nouvelles formes de luttes, tenir des conférences alternatives qui sont autant d'occasions de formuler des revendications, permettant aux étudiant-e-s et personnels de se retrouver dans des espaces collectifs de débats.

Nous aspirons aussi à une mobilisation plus large des salarié-e-s aux côtés des étudiant-e-s. En effet, en spécialisant professionnellement licences, masters ou doctorats, le gouvernement entend transformer les jeunes en chair à patrons et imposer la précarité comme mode de vie durable. De même, en s'attaquant aux budgets par des coupes de financements dans certaines universités ou par des suppressions de postes, le gouvernement mène dans l'enseignement supérieur la même politique de casse sociale que dans les autres services publics.

En refusant les logiques de la LRU, nous refusons de nous voir imposer la précarité comme mode de vie, et luttons contre la casse des services publics. Les étudiant-e-s doivent donc continuer à se rassembler massivement dans les assemblées générales, et à prendre part activement à la grève en cours. Nous devons, collectivement, envisager les **liens possibles entre étudiant-e-s et salarié-e-s**.

Enseignement Supérieur & Recherche
Solidaires Sud 10 Février 2009

Consolidons, élargissons toujours et encore la mobilisation !

Après la journée historique de grève et de manifestations du jeudi 29 janvier pour la défense de l'emploi, du pouvoir d'achat et la défense des Services publics, étudiant-es et personnels de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, continuons à construire un front uni pour la défense de l'Université et de la recherche.

Partie du refus de la modification du statut des Enseignants-chercheurs (EC), ainsi que de la mise en place de la «maîtrise» du recrutement et de la formation des futurs enseignants, la liste des revendications

Les organisations de Solidaires agissent ensemble pour renforcer la lutte des chercheurs/ses et universitaires.

céder aux intérêts marchands.

En réponse à notre mobilisation, Sarkozy ne connaît que la provocation :

- Il ridiculise le travail réalisé dans la recherche publique et retire sa volonté de supprimer les EPST, une agence de moyens n'est pas organisée de recherche !
- Il impose des "réformes" statutaires et de formation initiale, au mépris de l'avis des principaux intéressés (enseignants, étudiants, lycéens, parents d'élèves...)
- Il continue la suppression de 50 % des postes libérés de fonctionnaires, assimilés à des "déperimes de fonctionnement", le seul véritable emploi « productif » étant celui du privé...

Il s'obstine car il sait pertinemment que tout est lié :

En effet l'ensemble du service public est concerné par la mise en œuvre de la Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP), à l'échelle de l'Union Européenne, la stratégie de Lisbonne devient aujourd'hui la règle en matière d'Enseignement Supérieur et de Recherche.

Pour le faire reculer, organisons ensemble la convergence des luttes en AG :

- par la grève reconductible, déjà lancée dans de nombreux sites (des préavis couvrent les personnels de l'enseignement supérieur et des EPST), et la solidarité concrète entre agents avec des causes de grève par le blocage administratif : refus de participer aux expertises (ANR et IAERES), la rétention des notes à l'université, des bilans d'activité dans les labos, la démission des responsables...

Affirmons nos priorités :

- Retrait immédiat des projets PECRESSE (statut «-EC» et formation) & abrogation de la loi LRU.
- Restitution des postes sacrifiés au budget 2009.
- Pour la création de postes de titulaire à tous niveaux, contre la précarité d'emploi.
- Pour la consolidation financière par l'Etat des EPST. Non à leur démantèlement.
- Pour la revalorisation des carrières, contre l'individualisation des salaires et l'instéressement.
- Pour le maintien du cadre national des diplômes, non à la déqualification des enseignants (rapport Jolien)
- Pour un réel statut de doctorant, non au projet de contrat doctoral actuel avec salaires marginaux.
- Pour la refonte des aides sociales étudiantes, contre la précarisation des conditions d'étude.

Face à la crise qui s'aggrave, exigeons une forte augmentation générale des salaires, des pensions et des minima sociaux, l'interdiction des licenciements dans les entreprises qui font du profit.

Imposons d'autres choix pour une société de justice sociale !

La connaissance, l'université et la recherche ne sont pas des marchandises !

contact@sud-recherche.org fedes@sudeducation.org sud-estudiant@sud-estudiant.org

L'intersyndicale de la Fonction Publique

Nos organisations syndicales se retrouvent pleinement dans la déclaration commune interprofessionnelle du 9 février 2009 au soir. Après l'intervention du Président de la République, elles constatent également « que les réponses apportées restent loin des attentes et des exigences portées par la mobilisation du 29 janvier 2009 ». S'agissant plus précisément de la Fonction Publique, aucune des revendications des personnels n'a été prise en compte. Au contraire le Président de la République a cherché à opposer public et privé. Nos organisations s'inscrivent résolument dans la décision d'une nouvelle journée d'action interprofessionnelle pour le 19 mars prochain. Dans la perspective de la rencontre du 18 février 2009 et du nouveau rendez-vous unitaire du 23 février 2009, **elles appellent d'ores et déjà les syndicats et les personnels à préparer cette journée de mobilisation, y compris par la grève et les manifestations, comme modalités d'actions.**



...elles s'adressent ce jour au Gouvernement pour exiger l'ouverture immédiate de négociations sur :

- ➔ L'arrêt de la politique aveugle de suppressions d'emplois et un moratoire immédiat sur celles contenues dans le budget,
- ➔ l'augmentation significative de la valeur du point et la réévaluation de l'ensemble de la grille indiciaire pour améliorer la carrière des agents,
- ➔ le retrait de projets porteurs de lourds reculs pour la population et les personnels, et qui se traduisent notamment par des délocalisations et des fermetures massives de services de proximité, et l'aggravation des conditions de travail,
- ➔ les moyens nécessaires à la pérennisation du financement des missions publiques en lieu et place de l'actuelle politique d'austérité imposée aux services de l'Etat, aux collectivités locales et aux établissements hospitaliers.

Face à la révision générale des politiques publiques (RGPP), elles rappellent leur détermination pour le développement de services publics de qualité, dotés de tous les moyens nécessaires pour répondre encore mieux aux besoins sociaux et de solidarité. Dans le même état d'esprit que celui exprimé par l'intersyndicale interprofessionnelle, les Organisations Syndicales de la Fonction Publique appellent à poursuivre et développer les mobilisations dans les différents secteurs. Elles apportent leur soutien aux revendications des organisations syndicales de la Fonction Publique dans les DOM.

Tempête sur la forêt : le SNUPFEN communique ...

La tempête du 24 janvier 2009 a eu de lourdes conséquences sur la forêt. Les premières estimations parlent de 30 à 40 millions de m3 de bois renversés par le vent. 300 000 ha de forêt ont subi la force du vent. Alors que l'Etat parle de tout mettre en œuvre pour faciliter la commercialisation des bois dans un contexte économique morose, le SNUPFEN Solidaires précise que les vraies solutions ne se cantonnent pas à une approche économique.

Alors, que l'Office National des Forêts travaille à une énième réforme de ses services, le Syndicat National Unifié des Personnels de la Forêt et des Espaces Naturels (SNUPFEN Solidaires) constate que la présence sur le terrain d'agents est primordiale. Car avant de vendre les bois, il est nécessaire de connaître de façon précise les forêts, d'assurer la reconnaissance des chablis et ensuite d'assurer le contrôle d'exploitations de qualité, respectueuses des sols. Mais ceci, n'est possible qu'avec une présence forte de personnels forestiers ayant une connaissance pointue de la forêt. Or, depuis plus de vingt ans l'Office National des Forêts réduit sa présence en forêt au profit d'une superstructure parisienne. Ainsi, très concrètement en plus des suppressions d'emplois sur le terrain la direction générale de l'ONF prépare la suppression de l'agence de Mont de Marsan. Le SNUPFEN Solidaires espère que les tutelles et la direction générale de l'ONF entendent enfin la voix de la raison et reviennent.

Solidaires avec les grèves en Guadeloupe et Martinique

Les colonies ont disparu, pourtant les économies d'outre mer restent organisées autour de l'import/distribution, et non de la satisfaction des besoins de la population locale. Chaque année, des hectares de terres agricoles qui font vivre la population disparaissent au profit de hangars ou d'entrepôts, la discrimination à l'embauche laisse la population locale au chômage... **Une grande richesse pour quelques-uns, la misère pour presque tous !**

Depuis le 20 janvier, la Guadeloupe est en grève générale à l'appel de 52 organisations réunies dans un "Comité contre l'exploitation outrancière" (LKP) qui réclame notamment une baisse du prix des carburants, des produits de première nécessité, des impôts et des taxes, ainsi qu'une hausse du salaire minimum de 200 euros. Les organisations syndicales et associatives Martiniquaises se sont constituées en un "Collectif du 5 février" et sur son appel **les Martiniquais ont entamé une grève générale depuis le 5 février** contre la vie chère. Le 12 février à la Réunion, un collectif de 25 syndicats, partis politiques et associations, a appelé à une mobilisation contre la vie chère, le 5 mars et à construire une grève générale. L'Union syndicale Solidaires s'associe et soutient les luttes en cours et à venir, exige que le gouvernement assume pleinement ses responsabilités, sans ambiguïtés, sans se défaire, au lieu de provoquer par l'envoi de forces répressives en grand nombre. Le patronat colonial doit payer ! **L'Union syndicale Solidaires participe aux initiatives de soutien.**